oct. 2014

Vos sites

www.udcgt10.fr www.cgt.fr www.librairie-nvo.com www.indecosa.cgt.fr www.ancavtt.asso.fr

Vos contacts

- UD Aube :

2A Bd.du 1er RAM 1er étage
Tél.: 03 25 73 38 47
Fax: 03 25 73 84 27
e-mail: ud10@cgtfr:
Les lundis, mardis, jeudis:
de 9 h 30 à 17 h
Le mercredi:
de 9 h 30 à 11 h 30
Le vendredi:
de 9 h 30 à 16 h 45

- UL Troyes:

2A Bd.du 1er RAM 1er étage ulcgtroyes10@gmail.com Tél.: 03 25 73 49 40 Permanence: mercredi 9 h 00 à 12 h00 réservée aux syndiqués Permanence conseil du salarié: **Voir Site CGT** www.udcgt10.fr

UL Romilly :

Rue de la Boule-d'Or Tél.: 03 25 24 49 43 Fax: 03 25 24 88 10 Port.: 06 64 52 96 83 e-mail: ul.cgt.romilly@wanadoo.fr

- UL Brienne:

25 Rue Maréchal Valée Tél. 06 63 19 90 97 ul-cgt-brienne@hotmail.fr

- UL Bar/Seine:

5 Rue du Palais de justice

- UL Bar/Aube:

9 Rue du collège

- USR:

Tél.: 03 25 73 66 23 Secrétariat lundi: de 14 h à 16 h 30 e-mail: usrcgt.aube@orange.fr

- CSD CGT AUBE

Fonction publique territoriale Tél: 03 25 73 68 26 le 1er mardi du mois 2A Bd.du 1er RAM rdc e-mail: csdcgt10@yahoo.fr



Le lien avec les syndiqués

our la Sécurité sociale

🔁 d'emplois

cgt

de salaires

Édito.

La Sécu, on n'a pas fini d'en parler!

"Dès demain, sur nos lieux de travail, nous agirons... Nous sommes appelés à nous retrouver pour une protection sociale de haut niveau"

Le 16 octobre 2014, une journée marquée partout dans le pays par quelque 150 rassemblements et manifestations qui ont réunis environ 100 000 personnes. De nombreuses initiatives ont été organisées par les fédérations CGT de la santé/action sociale et des organismes sociaux pour interpeller les agences régionales de santé, les CPAM, des parlementaires.

À Troyes, c'est un cortège réunissant 300 manifestants environ, qui dans son parcours rend visite aux parlementaires Aubois avec une intervention devant chacune de leur permanence, et un dépôt de panneaux revendicatifs. Nous n'avons pas oublié le siège du Parti Socialiste et du medef en reproduisant la même démarche, C'est lors d'un dernier arrêt devant la clinique dentaire que David MORIN Secrétaire de l'UD CGT a rappelé les revendications de la CGT avant la dislocation de la manifestation.

Dans un communiqué publié en fin de journée, la CGT affirme que cette journée "est une nouvelle étape pour faire faire entendre d'autres propositions afin de renforcer la Sécurité sociale, lui permettre de retrouver toute sa place et tout son rôle au service de tous et de toutes.

Parce qu'elle est vitale pour permettre à tous d'avoir des droits pour bien vivre, bien se soigner, bien travailler, bien vieillir, originale parce que chaque salarié participe à son financement selon ses moyens et doit pouvoir en bénéficier selon ses besoins, parce qu'elle est un élément indispensable de cohésion, de progrès social et de croissance économique, la CGT continuera à mobiliser pour défendre la Sécu, l'améliorer et la reconquérir."

Patrice MARCHAND Membre de la Commission Exécutive



MOBILISONS-NOUS POUR L'EMPLOI

La situation économique et sociale de notre département inquiète au plus haut point l'ensemble des Unions Départementales.

Dans un contexte local déjà difficile avec une augmentation du nombre de licenciements économiques, une progression vertigineuse du chômage, l'annonce de plans sociaux de certaines entreprises ne font que noircir un tableau déjà bien sombre. Sans oublier les faillites de petites entreprises qui sans bruit emportent avec elles un nombre d'emplois important. Sans parler des conséquences sur l'emploi public, les postes de sous-traitant, des commerces et services de proximité qui risquent de disparaître aussi. Notre département se désertifie et la pauvreté progresse.

Difficultés économiques liées au marché, problèmes de trésorerie insolubles, délocalisation, stratégie des grands groupes financiers, chaque situation est différente mais les conséquences sont toujours les mêmes : licenciements, départs prématurés, baisse d'effectifs et conditions de travail dégradées pour ceux qui restent.



Nous devons agir : L'emploi aubois est notre priorité. Nous refusons le fatalisme ambiant qui ne résout rien.

Pour des mesures concrètes visant à dynamiser nos territoires, maintenir l'emploi et reclasser les salariés licenciés. Afin que le patronat, les pouvoirs publics, les parlementaires, les organisations politiques entendent la voix des salariés, privés d'emploi et retraités, les Unions Départementales vous donnent rendez-vous

MEETING UNITAIRE

LUNDI 3 NOVEMBRE 2014 à 9 H30 À la salle Didier BIENAIME, centre culturel 25 bis, rue Roger Salengro - la Chapelle St Luc

Pour être plus forts, se défendre, gagner des droits, prenez toute votre place dans la CGT.



Agenda

3 novembre 2014

Meeting intersyndical sur l'emploi dans l'Aube

6 novembre 2014

Meeting Élections Fonction Publique à Pont à Mousson

6 novembre 2014

Comité Général de l'UL de TROYES

25 novembre 2014

Commission Exécutive

Voter CGT, c'est voter pour changer en profondeur les choix économiques et sociaux !

Rencontre – meeting avec Thierry LE PAON, Secrétaire Général de la CGT

Le 06 novembre 2014 à Pont à Mousson

Un car au départ de l'UD de l'Aube

Départ : **12h30 de Troyes**, arrêt à Chalons en Champagne à 13h30 Arrivée à PONT A MOUSSON à 16h15

Départ à 19h30 de PONT A MOUSSON

Arrivée à Chalons en Champagne vers 22h00, puis à Troyes à 23h00

VIE SYNDICALE

L'ENTREPRISE APPARTIENT AUSSI **AUX SALARIÉS**

Mais, comment est-il possible d'en arriver-là?

C'est la question que nombre de salariés sont en droit de se poser!

Deux ans après l'arrivée d'une nouvelle majorité aux élections présidentielles et législatives, le patronat applaudit debout le Premier ministre le jour-même de la publication des catastrophiques chiffres du chômage. Le patronat jubile. Au même moment, dans le pays le désespoir l'emporte sur l'espoir de pouvoir vivre mieux demain, de retrouver les chemins du progrès, du développement et de l'emploi.

Pourtant le pays tout entier a envoyé des signaux très clairs lors des élections municipales et européennes. Les records d'abstentions, la démobilisation des électeurs désabusés, les votes eux-mêmes étaient des messages envoyés pour un changement des conditions de vie et de travail. Pendant combien de temps encore le pouvoir politique va-t-il repasser les plats au patronat et aux actionnaires déjà gavés?

Jusqu'où vont-ils aller?

Pouvons-nous accepter plus longtemps une croissance nulle, le chômage de masse, le recul des droits, le manque d'embauches dans toutes les professions ?

Comment s'en sortir?:

- Prenons nous-mêmes nos affaires en main!
- Choisissons de ne pas subir mais de nous unir.
- Ne laissons pas le Medef diriger le pays et gagner toujours plus à chaque changement de gouvernement.

La question de la répartition des richesses dans notre pays et du contrôle des aides publiques par les salariés et leurs représentants est posée avec force. Cet argent, c'est le

Il faut vraiment être ringard pour dire que l'entreprise ce sont les patrons et les actionnaires!

Nous produisons. Nous créons la richesse. L'entreprise, c'est aussi nous!

Débattons entre syndiqués, militants, salariés pour ne pas baisser la tête et refuser l'inacceptable, pour nous opposer résolument à la mise en route de la machine à remonter le temps!

Le chacun pour soi n'est pas la solution, c'est l'arme des patrons. La nôtre, c'est notre union, le syndicat pour être plus forts et gagner.

L'action continue : signez la pétition en ligne http://www.cqt.fr/Je-signe-pour.html

Avec la CGT, j'exige le maintien des élections

prud'hommales en 2015!

73 102 personnes l'ont signée.

Et vous ? Le ministre du Travail a fait adopter le 14 octobre un projet de loi en première lecture au Sénat. Il autorise le Gouvernement à prendre par ordonnances les mesures nécessaires pour instaurer un nouveau mode de désignation des conseillers prud'hommes. Ce texte a été déposé le même jour à l'Assemblée dans le cadre d'une procédure accélérée. Alors même que viennent de débuter les négociations syndicats/patronat sur la démocratie sociale, la précipitation du gouvernement à en finir avec cette élection démocratique des juges du travail relève du double langage.

Cette suppression de l'élection des conseillers prud'hommes au suffrage universel est une attaque à la citoyenneté et un déni de démocratie :

- 5 millions de chômeurs, ainsi que les travailleurs précaires, se verraient privés de toute expression visà-vis de leurs juridictions prud'hommales, ne participant pas aux élections des représentants du personnel au sein des entreprises, scrutin sur lequel la représentativité syndicale est désormais mesurée
- 5,4 millions de salariés ne pourraient pas faire entendre leur voix en 2015 n'ayant pas été pris en compte dans la mesure de la représentativité actuelle

C'est tout simplement inadmissible!

Élus tous les 5 ans au suffrage universel, les conseillers Prud'hommes sont une force inestimable pour les salariés qui veulent obtenir réparation d'un préjudice subi de la part de leur employeur, qu'ils soient précaires, privés d'emploi ou retraités.

En 2015

Nous fêterons les 120 ans de la CGT. à cette occasion l'UD CGT de l'Aube, vous propose une journée, "politico-festive" avec expositions, débats, musique, etc

Retenez la date du samedi 19 sept. 2015





Comment s'essuyer les semelles sur le dialogue social?



C'est une bien curieuse conception du dialogue social que celle d'Emmanuel Macron, le ministre de l'Economie. Alors même que les règles de la dernière et très controversée convention sur l'assurance chômage s'appliquent depuis peu et que fait rage le débat sur le contrôle des chômeurs et leur indemnisation relancé par Manuel Valls, le ministre a cru bon de tracer dans le Journal du Dimanche une nouvelle feuille de route aux " partenaires sociaux " : " Il ne doit pas y avoir de tabou ni de posture. L'assurance-chômage est en déficit de 4 milliards d'euros; quel responsable politique peut s'en satisfaire? Il y a eu une réforme, elle est insuffisante. On ne pourra pas en rester là. C'est aux partenaires sociaux qu'il appartient de faire avancer les choses ", a prescrit Macron.

Et pour bien se faire comprendre, le ministre prévient : «comme l'Etat garantit financièrement le régime, il peut aussi reprendre la main si les blocages sont trop lourds. Le sujet reviendra en temps voulu".

Cette manière d'instrumentaliser, de violer le dialogue social n'est pas sans rappeler les méthodes honnies du régime précédent. Personne n'a en effet oublié comment Nicolas Sarkozy donnait le cap à atteindre, donnait le tempo des négociations et menaçait, lui aussi, de reprendre la main. Chaque fois, les salariés y ont laissés des plumes.

Chiffres Prestations sociales

http://www.udcgt10.fr/chiffres/prestations-sociales/

Pôle formation voir notre programme sur www.udcgt10.fr



Découvrez la mutuelle santé pour tous adaptée aux besoins de chacun.

À la Macif, notre engagement est de rendre accessible à tous la mutuelle santé. Avec le contrat Garantie Santé, vous composez votre couverture santé en fonction de vos besoins, en soins courants et/ou en soins plus coûteux, tout en maîtrisant votre budget santé!



Déjà plus de 600 000 personnes sont protégées par notre mutuelle santé. Elles font confiance à l'expertise du groupe Macif et partagent, au quotidien, notre engagement solidaire.

N'attendez plus et renseignez-vous sur macif.fr ou en point d'accueil.





rantie Santé est assuré par Macif-Mutualité ou SMIP, mutuelles régies par le Livre II du Code de la mutualité et adhérentes à la Mutualité Française MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied-de-Fond 79000 Niort.

